

<http://ugtg.org/spip.php?article1596>



La guerre coloniale du Cameroun a bien eu lieu.

- Repères - Débattre -



Date de mise en lignemercredi 5 octobre 2011

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



A moins d'un improbable coup de théâtre, Paul Biya, 78 ans, président du Cameroun depuis 1982, sera "réélu" pour un nouveau septennat le 9 octobre prochain. Malgré les fraudes électorales, les journalistes emprisonnés, les opposants menacés et une corruption omniprésente, il aura droit aux félicitations de Paris, comme cela a toujours été le cas depuis trente ans.

Paul Biya est arrivé au pouvoir sans jamais avoir été élu, ni s'être jamais présenté à la moindre élection. Il a simplement été désigné par son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, qui gouverna lui aussi son pays d'une main de fer. A l'origine de ce demi-siècle de dictature, on trouve une guerre. Une terrible guerre coloniale menée par l'armée française, une guerre cachée et encore taboue aujourd'hui, qu'il nous appartient à nous, Camerounais comme Français, de regarder en face.

Avant et après la proclamation officielle de l'indépendance de ce pays, le 1er janvier 1960, Paris a tout essayé pour briser les mouvements qui, portés principalement par l'Union des populations du Cameroun (UPC), réclamaient une indépendance réelle respectant la souveraineté populaire. Dans ce territoire placé sous la tutelle de l'ONU en 1946 - mais administré par la France et le Royaume-Uni -, la IV^e République, sous les ordres de François Mitterrand, Gaston Defferre ou Pierre Messmer, a déclenché une véritable guerre au milieu des années 1950. Bâillonnement de l'opposition, création de milices sanguinaires, torture à grande échelle, déplacement des populations, guerre psychologique, assassinats : les méthodes de la "guerre révolutionnaire" - et parfois les hommes chargés de les appliquer - sont les mêmes que celles mises en oeuvre au même moment en Algérie.

La Ve République du général de Gaulle a poursuivi la même politique de répression après l'"indépendance" confiée au candidat choisi par Paris, le président Ahmadou Ahidjo. En accentuant encore la guerre à l'ouest du pays à l'aide de bombardements intenses, qui mirent à feu et à sang toute la région "bamiléké". Combien de morts ce terrible conflit a-t-il provoqués ? De 61 000 à 76 000, comme l'estimait l'ambassade du Royaume-Uni en 1964 ? 120 000, comme le rapportait deux ans plus tôt André Blanchet, alors journaliste au Monde ? Davantage, comme l'affirment certains commentateurs ?

Dénoncée depuis des décennies et aujourd'hui largement documentée, cette guerre reste un tabou français. Le mot lui-même, pourtant utilisé à l'époque par les militaires pour décrire leur action, est banni du vocabulaire officiel, qui ne retient que les mots de "troubles", d'"émeutes", de "guerre civile" et, parfois, d'affrontements "ethniques". En 1972, la France de Pompidou interdisait *Main basse sur le Cameroun* (éd. Maspero), l'essai de l'écrivain camerounais Mongo Beti, qui dénonçait déjà ces atrocités et la responsabilité de Paris.

On retrouve cette négation, officiellement exprimée, dans la bouche de François Fillon en mai 2009. Interrogé sur ces "événements" et, notamment, sur l'"assassinat par l'armée française de certains nationalistes camerounais", le premier ministre osa dire que "tout cela" relevait "de la pure invention". L'armée française a pourtant, d'après ses propres archives, assassiné Ruben Um Nyobé, secrétaire général et leader charismatique de l'UPC, en septembre 1958. Ses services secrets ont, comme l'ont avoué plusieurs de leurs responsables, fait empoisonner à Genève Félix-Roland Moumié, président de l'UPC, en octobre 1960. L'aviation française a, toujours d'après les archives françaises, tiré à l'ouest du Cameroun des centaines de milliers de cartouches entre décembre 1959 et septembre 1960... Que M. Fillon aille vérifier par lui-même : les archives françaises regorgent de "pures inventions" de ce type.

Si, encore aujourd'hui, le gouvernement français ment aussi effrontément, c'est parce que ce passé reste d'une actualité brûlante. M. Biya, formé à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer au moment où la répression battait son plein au Cameroun, avant d'entrer au cabinet d'Ahidjo, de devenir son secrétaire général puis son premier ministre, est toujours au pouvoir aujourd'hui.

Soutenu à bout de bras par la France malgré une répression aussi sournoise que permanente des mouvements populaires, il a autoritairement modifié la Constitution camerounaise en 2008 pour briguer un nouveau septennat. Au même moment, alors que la jeunesse camerounaise se soulevait contre ce coup d'Etat constitutionnel et contre la misère entretenue par le régime, son armée et sa police noyaient la révolte dans le sang, faisant plus d'une centaine de morts. Sans aucune réaction ou presque de la communauté internationale.

Nicolas Sarkozy martèle depuis des années que la France ne doit plus se "repentir". "Nul, affirmait-il dans son fameux discours de Dakar en 2007, ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères." Mais personne ne demande cela. Ce dont il s'agit, c'est d'en finir avec la falsification de l'Histoire : la France de 2011 doit admettre qu'elle a mené une guerre au Cameroun. Elle doit ouvrir entièrement ses archives, soutenir les travaux des chercheurs français et camerounais qui veulent connaître leur histoire, et participer, avec les autorités camerounaises, à la sauvegarde des archives de ce conflit, qui pourrissent à grande vitesse au Cameroun.

En février 2005, l'ambassadeur de France en Algérie a reconnu la "tragédie inexcusable" des massacres de Sétif et Guelma en 1945. La même année, Jacques Chirac est allé à Madagascar reconnaître la responsabilité de la France dans la terrible répression de 1947. Qui ira au Cameroun pour dire - simplement dire - une réalité historique : la France y a mené une guerre ? Cette démarche impliquera sans doute de reconnaître que cette guerre a enfanté une dictature implacable, c'est-à-dire une autre forme de guerre, permanente, contre un peuple entier. Mais à l'heure où les dirigeants français prétendent promouvoir la démocratie dans le monde arabe, ne serait-il pas cohérent de reconnaître la responsabilité majeure de la "patrie des droits de l'homme" dans la guerre qui a embrasé le Cameroun et y a installé depuis cinq décennies une dictature sanglante typique de la Françafrique ?

Par Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, François Gèze, Ambroise Kom, Achille Mbembe et Odile Tobner

Source : *Point de vue* | [LEMONDE](#) | 04.10.11 |

Post-Scriptum

Lire aussi :

- ▶ [Les Africains paient les balles utilisées par la France pour les tuer](#)
- ▶ [Cameroun, il y a cinquante ans, l'assassinat de Ruben Um Nyobè](#)

Documentaire :

- ▶ [Cameroun, autopsie d'une indépendance](#)